

# CORONAVIRUS : REGARDS SUR UNE CRISE

Cette série de contributions s'efforce de mettre en partage les réflexions, observations, témoignages et questionnements que suscitent, chez chacun d'entre nous, les développements de l'épidémie et les multiples conséquences qu'elle aura aussi bien à court qu'à long terme.

## LA MONDIALISATION À L'HEURE DES COMPTES

31 mars 2020 | Par Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères

*En dépit de l'angoisse et des urgences, la bataille de l'après a déjà commencé entre ceux qui veulent revenir le plus vite possible à « la normale », ceux qui veulent tout changer pour des raisons écologiques, sociales ou autres, et ceux qui veulent poursuivre la mondialisation mais en en corrigeant ses effets délétères.*

Il ne s'agit pas là de la mondialisation en général, celle qui se déploie à travers les âges depuis des siècles, mais de l'américano-globalisation de ces dernières décennies : celle qui a débuté dans l'après-guerre, qui s'est accélérée avec la réorientation de la Chine vers le marché par Deng en 1979, puis avec le duo Thatcher-Reagan au début des années 1980 et la dérèglementation financière sous l'influence de l'École de Chicago, et qui s'est enfin généralisée dans les années qui ont suivi la disparition de l'URSS fin 1991, disparition que les Occidentaux ont interprétée – à tort ! – comme la fin de l'histoire.

Notre monde est issu en particulier de ces quatre dernières décennies pendant lesquelles les « mondialisateurs » (des théoriciens, des gouvernements, des forces économiques et financières, les marchés, la Silicon Valley, des entreprises, certaines catégories socio-professionnelles) se sont imposés aux « mondialisés » (la majorité des autres gouvernements, et la plupart des peuples). Dans ce long processus, il ne faut pas sous-estimer l'alliance stratégique et économique de facto entre la Chine et les États-Unis établie à l'époque Nixon/Kissinger/Deng Xiao Ping (très bien décrite par Jean-Michel Valantin dans *L'Aigle, le Dragon et la crise planétaire*<sup>[1]</sup>), et qui a duré jusqu'à ce que Trump en prenne brusquement le contre-pied. D'abord adossée à la libéralisation des échanges de biens et de services, cette mondialisation s'est traduite par l'expansion au monde entier de l'économie globale de marché dérégulée, ultra-financiarisée, et par la marginalisation, voire la neutralisation complète, de toute forme de souveraineté qui aurait pu endiguer les marchés, qu'elle soit nationale (le fameux monde "westphalien" avec ses logiques de puissance jugées archaïques) ou européenne. Pendant cette époque de mondialisation à marche forcée, toute préoccupation écologique, sociale, culturelle et, a fortiori, identitaire, était considérée comme folklorique, marginale, voire nuisible, en tout cas à écarter. Les votes hostiles ou réticents des peuples pouvaient bien se multiplier : ils ne comptaient pas.

Bien avant la crise actuelle, les excès, les défauts, les dérives de cette mondialisation étaient criants. Et pas seulement pour une grande partie des « mondialisés » qui étaient certes heureux de payer moins cher leurs baskets et leurs téléphones portables, mais beaucoup moins enthousiastes devant les délocalisations et le rétrécissement du secteur industriel. Les « mondialisateurs », eux aussi, commençaient à avoir des remords. Barack Obama essaya ainsi de re-réglementer un peu la finance casino qui avait conduit à la crise des subprimes et à la grande récession de 2008, notamment avec le Dodd-Frank Act de 2010. Mais Trump a assez largement annulé les efforts de son prédécesseur, dans ce domaine comme dans d'autres. Dans le même temps, notamment sous l'effet des guerres commerciales déclenchées par le nouveau locataire de la Maison Blanche contre tout pays présentant un excédent sur le sien, le rythme de croissance du commerce international a commencé à ralentir, se situant même à un niveau inférieur à celui la croissance mondiale depuis quelques années, alors que dans les années 1990, âge d'or de la libéralisation des échanges et de la théorie des avantages comparatifs, le volume du commerce des marchandises augmentait deux fois plus vite que celui du PIB réel.

---

[1] Jean-Michel Valantin dans *L'Aigle, le Dragon et la crise planétaire*, Paris, Seuil, 2020

Par ailleurs, l'absurdité de certaines chaînes de valeur dont l'efficacité supposée ne tenait aucun compte de leurs externalités écologiques ou sociales, avait été mise en évidence. Le fait qu'il faille faire venir des pièces d'une trentaine de pays pour assembler certaines voitures était déjà dénoncé. Mais les forces de mondialisation restaient encore les plus fortes.

Cette mondialisation a été caractérisée par une coïncidence, qui n'avait rien de fatal, avec d'autres phénomènes majeurs. La dérèglementation financière des quarante dernières années a déjà été évoquée. Mais il faut également souligner la connexion quasi instantanée entre plusieurs milliards d'êtres humains, développée de façon exponentielle depuis le milieu des années 1990, phénomène absolument sans précédent qui contribue, entre autres, à placer les démocraties représentatives sous une pression presque insupportable de citoyens-internautes impatientes et en état de quasi-insurrection électorale. En outre, si elle ne s'est pas accompagnée de larges mouvements migratoires comme lors de la « première mondialisation » (entre 1870 et 1914, des millions d'Européens, majoritairement pauvres, avaient traversé l'Atlantique<sup>[2]</sup>), elle a vu se développer comme jamais d'incessantes mobilités favorisées par le développement du transport aérien. Tandis que les containers ont pris la place des hommes sur les bateaux, les allers et retours permanents de voyageurs en T-shirt ou en costume-cravates ont pris la place des allers simples des Irlandais ou des Siciliens sans le sou. Ce mouvement brownien qui agite aujourd'hui au moins un milliard d'êtres humains, et qui fait vivre une grande partie des compagnies aériennes, de l'hôtellerie mondiale et des tour operator, a ses attraits en termes étroitement économiques, mais détruit lentement et sûrement les sites naturels ou historiques les plus visités par le tourisme de masse, et émet dans l'atmosphère de larges quantités de CO2.

A chaque crise, le « retour à la normale » est annoncé ou réclamé par des esprits désabusés, qui ne croient aucun changement possible ou qui, pour des raisons économiques ou sociales urgentes que l'on peut comprendre, cherchent en priorité à éviter le collapse. Ce sera encore le cas cette fois-ci. Mais ce n'est pas défendable, encore moins durable. Car la situation n'était pas « normale » avant la crise – c'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle a pris cette ampleur. Ainsi, comme s'en inquiétait déjà Bill Gates depuis des années, l'humanité n'était pas du tout préparée à faire face à une grande pandémie, notamment respiratoire.

---

[2] Voir Suzanne Berger, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Seuil/République des idées, 2003.

On ne va pas revenir à cette « normale »-là, c'est-à-dire à l'impréparation, la multidépendance, l'insécurité financière, la fragilité collective, l'irresponsabilité écologique. On ne peut pas non plus se contenter de rêver de revenir au « multilatéralisme » d'avant, qui était célébré mais en vérité peu pratiqué. Ce serait trop simple.

À quoi doit-on alors réfléchir ? Six ou sept grandes questions viennent à l'esprit. Premièrement, la nécessité de confirmer l'urgence vitale de l'écologisation. Certains milieux financiers, industriels, intellectuels, et même beaucoup de consommateurs, défendent l'idée – ils commencent déjà – qu'il faut redémarrer le plus vite possible, non seulement quel qu'en soit le prix, mais dans n'importe quelles conditions, et pour cela se débarrasser de toute contrainte écologique sans aucun état d'âme. Ce serait une immense erreur, pour ne pas employer un mot plus violent, de céder à cette tentation. Et, de toute façon, des millions de personnes qui travaillent déjà dans le monde à une agriculture biologique et à des pratiques agro-écologiques plus productives, à une limitation et à un recyclage plus complet des déchets, à des industries moins polluantes, à des constructions autonomes en énergie, au total à une économie moins émettrice de gaz à effet de serre et plus circulaire, ne s'arrêteront pas là. De très nombreux chercheurs, ingénieurs, entrepreneurs innovants, qui représentent l'avenir de la croissance « écologisée », et donc l'avenir tout court, ne se laisseront pas avoir. Et si cela ne suffisait pas, les prochaines catastrophes climatiques se chargeront de réveiller l'opinion. Report de certaines mesures écologiques, de certaines lois au nom du pragmatisme et parce que l'urgence sociale l'exige, pourquoi pas ; abandon de ce cap vital, non ! Jean Tirole, le Prix Nobel d'économie 2014, a eu raison d'écrire que « la lutte contre le changement climatique, comme celle contre le coronavirus, est la responsabilité de tous ». On n'arrêtera pas le progrès écologique !

Deuxièmement, il faut rendre le système multilatéral efficace. Il n'y a pas encore de communauté internationale, c'est évident. Mais il y a un système multilatéral : ONU et agences spécialisées (par exemple, l'OMS), institutions de Bretton Woods, OMC, OCDE, Union Européenne et environ 200 gouvernements.

Il faudra examiner de façon systématique et complètement transparente la politique, le comportement, l'action de tous les gouvernements et de toutes les organisations internationales concernés par cette crise, tirer au clair ce qui aurait pu ou dû être géré autrement, en tirer des leçons et des préconisations pour l'avenir.

L'ensemble de ces conclusions devant permettre sous une forme à trouver, l'élaboration de règles collectives de comportements à adopter d'urgence par les gouvernements dès le début d'une nouvelle menace épidémique.

Troisièmement, l'économie et son système productif. Depuis des années, toute perspective de démondialisation, même très marginale, était rejetée avec horreur. Mais cette fois-ci, la question de la production globalisée et des chaînes de valeur totalement fragmentées ne pourra pas être éludée. De quelle valeur en fait s'agit-il ? Sur la base de quoi ces chaînes ont-elles été construites ? Il est évident qu'il faudra intensifier le mouvement vers une certaine re-régionalisation, en particulier dans des secteurs comme les biens de santé. D'une part, parce que les coûts salariaux chinois vont continuer à augmenter, ce qui est une bonne nouvelle pour tout le monde, y compris bien sûr pour les travailleurs chinois. D'autre part, parce qu'il est temps de réintégrer, dans la comptabilité des entreprises comme dans les comptabilités nationales, l'ensemble des grandes externalités, notamment écologiques, afin de redéfinir plus justement les valeurs. En février dernier, pour la première fois, une grande multinationale, Danone, a communiqué des résultats ajustés d'un coût du carbone qui tient compte d'une estimation de l'impact financier des émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble de sa chaîne de valeur. Ces initiatives pavent le chemin du progrès futur. Mais elles doivent s'amplifier rapidement. Pourquoi ne pas mettre en place un « PIBE » : un PIB écologique, prenant en compte le patrimoine écologique vital et pas seulement les flux monétaires ? Il ne s'agit pas là de spéculations intellectuelles : il s'agit d'élaborer une nouvelle rationalité économique-écologique dans laquelle s'inscriront les acteurs économiques de demain.

Quatrièmement, la question se posera également de réduire les dépendances extrêmes et donc dangereuses, comme celles qui ont été récemment révélées par la crise, qu'il s'agisse des masques de protection ou plus largement des médicaments. En France, 80 % des principes actifs des médicaments sont importés de Chine et d'Inde (c'étaient 20% seulement au début des années 1990). La Chine est souvent au cœur de ces dépendances(sino-dépendance), mais elle n'est pas la seule. La question se posera aussi pour certaines puces électroniques, pour les terres rares, etc. Il faut bien comprendre que, quand la décision de supprimer les réserves de masques a été prise, ce n'était pas uniquement pour des raisons bureaucratiques, ou par application mécanique de la RGPP, mais aussi par idéologie : du temps de la mondialisation triomphante, il était jugé archaïque de se soustraire à la fluidité des échanges internationaux pour préserver des réserves stratégiques au niveau national, voire même européen.

C'était une atteinte grave au dogme mondialiste, un doute insupportable sur la capacité du village planétaire à coopérer spontanément et efficacement face à une crise majeure. Bien sûr, il faudra définir les domaines dans lesquels de telles réserves stratégiques seront nécessaires, ainsi que leur ampleur et le niveau (national ou européen) auquel elles devront être gérées. Ces débats sont devant nous, ils devront être menés.

Cinquièmement, la question du tourisme de masse est très sensible. Le tourisme, et même au-delà le droit d'aller et venir sans arrêt comme on l'entend, est quasiment considéré comme un des tout premiers droits de l'homme par l'humanité contemporaine, en tout cas par les Occidentaux et les classes moyennes supérieures des pays émergents. Or, il est évident que, si 1,5 milliard d'êtres humains au minimum se déplacent chaque année – et l'augmentation est exponentielle –, les virus se propageront à la même vitesse. Cette tendance marque-t-elle une forme de retour au nomadisme ? Non, parce que les fameux chasseurs cueilleurs nomades d'avant la sédentarisation (considérée comme la première catastrophe par Yuval Noah Harari !) il y a quelques milliers d'années ne se déplaçaient pas fébrilement, mais au rythme des gibiers qu'ils chassaient. Il faudra oser imaginer des régulations dans ce domaine, ne serait-ce que pour éviter que les destinations les plus prisées ne soient contraintes de fermer ou d'imposer des *numerus clausus*: peut-on imaginer Santorin, Dubrovnik, Venise, les ramblas de Barcelone, un jour Versailles ou le Louvre, fermés aux touristes ? Veut-on que l'île de Pâques, maintenant inaccessible, ou la Maya Bay au Vietnam préfigurent l'avenir des sites les plus recherchés ? Si l'on préfère éviter ce genre de scénarios qui se répand déjà dans des villes comme Barcelone, il faudra bien se résoudre à poser certaines limites. Ce n'est pas une question de « droits », mais de régulation. A minima, en tout cas, l'augmentation systématique du tourisme de masse ne devrait plus être une priorité, quel que soit le manque à gagner, qui est d'ailleurs en partie illusoire si l'on considère l'ensemble des coûts induits par ces déplacements, et pas seulement les flux financiers apparents.

Sixièmement, on est fondé à se demander si la pandémie du Covid-19 va entraîner une modification des attitudes individuelles et des hiérarchies sociales ? Ce serait tout à fait souhaitable, même si beaucoup n'y croient guère, considérant que le mécanisme bien connu d'amnésie post-traumatique conduira chacun, dès la fin de la pandémie, à faire litière de ses leçons. On n'est pas obligé d'être aussi pessimiste.

Les Singapouriens ont beaucoup appris du SRAS en 2003, les Sud-Coréens du MERS en 2015... Peut-être obtiendrons-nous des Européens, et notamment des hommes, qu'ils se lavent régulièrement les mains, et qu'après l'épreuve que nous vivons, le port du masque devienne plus usuel, comme c'est le cas en Asie. Les crises sanitaires mettent les Etats devant d'immenses responsabilités, mais elles n'en dispensent pas leurs citoyens.

Plus fondamentalement, peut-on imaginer une redéfinition de la valeur sociale des différents métiers, une redécouverte de la valeur des « gens ordinaires », dans le fil des réflexions récentes de Laurent Berger<sup>[3]</sup>? La crise actuelle a en effet brutalement mis en exergue le caractère essentiel d'une foule de professions hier encore plus ou moins méprisées par les « mondialisateurs ». En effet, pourquoi une infirmière spécialisée, capable de gérer des malades en réanimation, ou une institutrice, qui s'occupe de petits enfants, seraient-elles beaucoup moins bien rémunérées qu'un trader ? C'est l'immense question de la décorrélation totale, depuis la mondialisation dérégulée et financiarisée, entre l'utilité, la valeur et la rémunération. Interrogation vertigineuse. Des générations entières d'économistes, de politiques et de syndicalistes s'étant empaillés à ce sujet, je n'irai pas plus loin. Il ne s'agit pas de réinventer le communisme ! Il n'empêche que la révélation éclatante de la situation du secteur hospitalier en France et dans d'autres pays d'Europe pendant cette crise, fait que cette question ne pourra pas être balayée d'un revers de main comme une lubie archaïque, mélenchoniste ou « gilets jaunes ». D'immenses débats, d'immenses controverses sont à prévoir à ce sujet. Bien menés, ils pourraient conduire à de grands changements.

Enfin, cette crise modifiera-t-elle les rapports de force au niveau mondial ? Il est trop tôt pour le dire, pas trop tôt pour poser la question. A priori, quels que soient les errements de Trump, les États-Unis gardent des atouts pour rester le numéro 1 pour un certain temps, en tout cas en termes de PIB, de pouvoir monétaire et militaire. En termes de modèle et de référence, c'est moins évident, d'autant qu'ils ont de facto renoncé à ce rôle. L'épreuve actuelle va peut-être obliger Trump à coopérer davantage avec la Chine, et à cesser, en tout cas pour un certain temps (et à cesser tout court s'il n'était pas réélu), d'essayer brutalement de contenir la marche chinoise vers une sorte d'hégémonie. Est-ce à dire qu'un « modèle » chinois va les supplanter ? Ce n'est pas évident non plus.

---

[3] Laurent Berger, « Premières leçons de la crise », Terra Nova, 27 mars 2020, [http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/945/original/Terra-Nova\\_Cycle\\_Covid-19\\_Premieres-lecons-de-la-crise\\_270320--.pdf?1585388546](http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/945/original/Terra-Nova_Cycle_Covid-19_Premieres-lecons-de-la-crise_270320--.pdf?1585388546)

La Chine impressionne énormément, c'est même spectaculaire. Elle a réussi à faire oublier les conditions de l'apparition du virus et ses efforts initiaux pour en dissimuler la gravité, par la valorisation des résultats du confinement et par une propagande habilement menée et des aides humanitaires très bien mises en scène, ce qui traumatise les Occidentaux qui pensaient avoir le monopole de ce genre d'exercice. C'est de bonne guerre ! Ça ne rendra pas forcément le système chinois séduisant ou convaincant, mais ça alimente le trouble des démocraties, qui ne doivent d'ailleurs s'en prendre qu'à elles-mêmes. L'image de la Chine à l'avenir dépend de savoir si, dans la grande explication mondiale qui s'annonce, et qui va durer au moins plusieurs mois à tous les niveaux au sortir de la pandémie, elle accepte, ou non, de supprimer « ces marchés d'animaux sauvages entretenus par des croyances culturelles d'un autre âge, foyer d'innombrables infections », comme l'a demandé le professeur Didier Sicard<sup>[4]</sup>. Un problème qui se pose aussi en Afrique. De même que les Européens devront remettre en cause leur comportement insouciant et individualiste, s'accoutumer à la pratique des masques et du dépistage, etc.

La rivalité mondiale Chine/États-Unis pour l'hégémonie va peut-être prendre des formes différentes, et elle ne devrait pas être remplacée par une autre compétition centrale, car aucun pays ne sortira totalement intact de cette épreuve. Et il n'est pas sûr qu'un « ordre mondial », même s'il y a une vraie organisation mondiale pour mieux réagir à la prochaine pandémie, voie le jour rapidement. En ce qui concerne les Européens, soit ils auront confirmé, malheureusement, leur incapacité à faire de l'Europe une puissance raisonnable et utile, capable de se faire respecter et d'apaiser le monde. Soit, au contraire, ils auront trouvé dans cette crise terrible l'occasion de se libérer des carcans de l'orthodoxie de l'Union, de ses dogmes, de ses tabous et de son inhibition quant à la puissance. Et donc les moyens d'une véritable renaissance. C'est ce à quoi il faut travailler.

Augmentation de la population mondiale, économie à flux tendus, mouvements browniens, interdépendance généralisée, vulnérabilité nous ont amenés à cette année 2020 qui pourrait être le moment d'une prise de conscience vraiment internationale.

---

[4] Didier Sicard, « L'indispensable recherche sur la transmission de l'animal à l'homme », *Libération*, 23 mars 2020.